



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Strasbourg, le 22 juillet 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MANUFACTORY EVER GRES - M E G**

LES ORMISSETS  
ZONE INDUSTRIELLE  
51530 Oiry

Références : 25-337\_OJ/AR

Code AIOT : 0005701542

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 juin 2025 dans l'établissement MANUFACTORY EVER GRES - M E G implanté LES ORMISSETS ZONE INDUSTRIELLE à OIRY (51530). L'inspection a été annoncée le 08/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANUFACTORY EVER GRES - M E G
- LES ORMISSETS ZONE INDUSTRIELLE 51530 OIRY
- Code AIOT : 0005701542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MEG est soumise à l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1997, modifié par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008.

La société MEG à OIRY est spécialisée dans la fabrication industrielle de carrelage en grès cérame émaillé. Elle fait partie du groupe « Gambini Group » qui possède plusieurs usines en France et en Europe pour un effectif total de 350 personnes dont 72 à Oiry. Ses clients principaux sont les grandes surfaces de bricolage.

La société MEG a été placée en liquidation judiciaire par jugement du 21 mai 2024. Ce jugement a désigné Maître Isabelle TIRMANT en tant que liquidateur judiciaire.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Notification de cessation et calendrier	AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	proposition d'usage futur	AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article article 2	Demande d'action corrective	1 mois
3	évaluation de l'état de la pollution du sol et des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure n°2024-MD-250-IC datée du 16 décembre 2024 est à ce stade non respectée mais des actions concourant à son respect sont engagées par Maître TIRMANT.

La situation sur site évolue. Le démantèlement des équipements vendus permettra à Maître TIRMANT de mieux déterminer les actions restant à mettre en œuvre pour assurer la mise en sécurité du site.

L'inspection se tient à disposition de Maître TIRMANT pour présenter le dispositif Tiers-demandeur à un éventuel repreneur.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Notification de cessation et calendrier**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant de la société MEG est mis en demeure de réaliser les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• procéder à la notification de la cessation d'activité prévue à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement sous un délai de 3 mois ;</li><li>• indiquer les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité du site prévue à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement sous un délai</li></ul>

de 3 mois ;  
[...]

**Constats :**

La notification de cessation prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement n'a pas été transmise au préfet.

Maître THIRMANT a informé l'inspection des installations classées par mail du 13 juin 2025 que La SAS MANUFACTURE EVER GRES a cessé toute activité de production le 12 JUIN 2023, par suite de la rupture définitive de fourniture d'énergie, et par arrêt total et brutal de la production et de l'exploitation. Les salariés ont été placés en chômage partiel dès le mois de Juin 2023 jusque fin décembre 2023, puis ensuite en congés, faute d'activité. Par jugement du tribunal de commerce de Reims en date du 12 Mars 2024, la SAS MANUFACTURE EVER GRES a été placée en redressement judiciaire, puis en liquidation judiciaire par jugement du tribunal de commerce de Reims du 21 Mai 2024.

Les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité n'ont pas été transmis. Néanmoins, l'inspection a constaté que la société TRADECO démantèle les installations afin de récupérer tout ce que la société a acheté.

La fin de ces activités de démantèlement était fixée au 30 juin 2025. Resterait alors sur site 3 machines pour lesquelles les ventes ne sont pas conclues. Il s'agit de la ligne de rectification, de la presse à carrelage et de la ligne de maillage.

Sont encore présents sur le site de nombreux déchets dont des big-bags de chaux pour lesquelles Maître TIRMANT a demandé la validation au tribunal de commerce de faire intervenir la société Séché en vue de l'élimination de ces déchets. Le tribunal de commerce a donné son accord par ordonnance du juge-commissaire du 13 juin 2026.

Des bidons d'huiles, des tas de carton, palettes et autres déchets de production sont encore à éliminer.

Maître TIRMANT souhaite mandater un bureau d'étude en vue de l'établissement de l'attestation dite "SECUR" et la réalisation de diagnostic.

A date de l'inspection, il a été constaté que le site était toujours clôturé et gardienné. Une des maisons était toujours habitée.

L'inspection note donc que la mise en sécurité du site n'est pas finalisée mais que les actions mises en œuvre et prévues concourent à la mise en sécurité du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à Maître TIRMANT d'être informée de la date de visite du site par le bureau d'étude.

La liste des actions mises en œuvre et restantes à mettre en œuvre pour assurer la mise en sécurité doit être transmise à l'inspection avec un calendrier associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : proposition d'usage futur**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant de la société MEG est mis en demeure de réaliser les actions suivantes : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• effectuer la proposition d'usage future au propriétaire et à la collectivité prévue à l'article L.512-39-2 du Code de l'environnement sous un délai de 3 mois ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  Aucune proposition d'usage n'a été formellement formulée à ce stade. Maître TIRMANT a indiqué que l'usage industriel était l'objectif mais que les actions seront engagées dans la limite des fonds disponibles. Au cours de l'inspection, a été abordée la possibilité de faire porter la réhabilitation du site par un éventuel acquéreur. L'inspection a rappelé que le transfert de responsabilité devait être acté par la procédure de tiers-demandeur. La procédure tiers demandeur permet à l'autorité préfectoral de prescrire des mesures de réhabilitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) à un opérateur qui n'a jamais été exploitant, le cas échéant en substitution de l'exploitant connu et avec l'accord de ce dernier. L'objectif de cette procédure est la valorisation du foncier que constituent les friches industrielles. La procédure de substitution, en vue de réaliser des travaux de réhabilitation de tout ou partie d'un terrain ayant accueilli une ICPE mise à l'arrêt est décrite à l'article L.512-21 du Code de l'environnement et précisée aux articles R.512-76 et suivants du Code de l'environnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à Maître TIRMANT de procéder, sans délai, à la consultation sur l'usage futur du site conformément à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : évaluation de l'état de la pollution du sol et des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/12/2024, article article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Cessation d'activité IED
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant de la société MEG est mis en demeure de réaliser les actions suivantes : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• procéder à une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les</li></ul>

substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59 sous un délai de 6 mois ;
<p><b>Constats :</b></p> <p>A ce stade, aucune évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines n'a été réalisée.</p> <p>Maître TIRMANT a indiqué avoir pris contact avec un bureau d'étude.</p> <p>A la date de la visite d'inspection, le délai fixé par l'arrêté de mise en demeure n'était pas échu.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à être informée de la réalisation de ces diagnostics.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois